

RCS : GRENOBLE

Code greffe : 3801

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de GRENOBLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2009 B 01370

Numéro SIREN : 514 611 003

Nom ou dénomination : ORTHOTAXY

Ce dépôt a été enregistré le 13/07/2022 sous le numéro de dépôt B2022/012335

**mazars**

2 bis, avenue Pierre de Coubertin  
38170 Seyssinet-Pariset

**ORTHOTAXY**

**Rapport du commissaire aux comptes  
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2021

## ORTHOTAXY

Société par actions simplifiée unipersonnelle  
RCS : GRENOBLE 514 611 003

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'associé unique de la société ORTHOTAXY,

## Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ORTHOTAXY relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## Fondement de l'opinion

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

## Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues

sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

# Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars Gourgue

Seyssinet-Pariset, le 17 juin 2022



Bertrand Celse

Associé



Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	4 609 670	3 630 661	979 009	1 882 711
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	911 982	666 338	245 644	371 728
Autres immobilisations corporelles	266 173	239 103	27 070	94 639
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	27 735		27 735	27 735
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>5 815 560</b>	<b>4 536 101</b>	<b>1 279 459</b>	<b>2 376 812</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	39 437		39 437	45 020
<b>CREANCES</b>				
Créances clients et comptes rattachés	3 302 407		3 302 407	2 607 300
Autres créances	7 168 009		7 168 009	7 544 551
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>DIVERS</b>				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : )				
Disponibilités	100 015		100 015	100 790
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
Charges constatées d'avance				3 705
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>10 609 868</b>		<b>10 609 868</b>	<b>10 301 367</b>
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>16 425 428</b>	<b>4 536 101</b>	<b>11 889 327</b>	<b>12 678 179</b>



Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel ( dont versé : 9 092 )	9 092	9 092
Primes d'émission, de fusion, d'apport	8 756 561	11 556 561
Ecarts de réévaluation ( dont écart d'équivalence : )		
Réserve légale	12 131	12 131
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours )		
Autres réserves (dont achat oeuvres originales artistes )		
Report à nouveau	(243 870)	(1 478 661)
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	<b>1 325 403</b>	<b>1 234 791</b>
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>9 859 316</b>	<b>11 333 914</b>
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Provisions pour risques	84 190	15 918
Provisions pour charges	293 723	224 255
<b>PROVISIONS</b>	<b>377 913</b>	<b>240 173</b>
<b>DETTES FINANCIERES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr.participatifs )		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	454 306	489 102
Dettes fiscales et sociales	685 345	614 990
<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	512 446	
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
Produits constatés d'avance		
<b>DETTES</b>	<b>1 652 097</b>	<b>1 104 092</b>
Ecarts de conversion passif		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>11 889 327</b>	<b>12 678 179</b>



Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services		8 510 467	8 510 467	8 502 743
<b>CHIFFRES D'AFFAIRES NETS</b>		<b>8 510 467</b>	<b>8 510 467</b>	<b>8 502 743</b>
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges				
Autres produits				1
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			<b>8 510 467</b>	<b>8 502 744</b>
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			3 283 323	3 955 275
Impôts, taxes et versements assimilés			113 588	140 775
Salaires et traitements			2 267 432	1 705 176
Charges sociales			1 008 168	739 133
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 137 844	1 339 255
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions			137 740	68 299
Autres charges				3
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			<b>7 948 096</b>	<b>7 947 916</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>562 371</b>	<b>554 828</b>
<b>OPERATIONS EN COMMUN</b>				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change			2 012	2 157
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			<b>2 012</b>	<b>2 157</b>
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			120	90
Différences négatives de change			5 649	2 113
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			<b>5 769</b>	<b>2 203</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>			<b>(3 757)</b>	<b>(46)</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>			<b>558 615</b>	<b>554 782</b>



Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	9	5 616
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>9</b>	<b>5 616</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	308	8
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	93	
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>400</b>	<b>8</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>(391)</b>	<b>5 608</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	(767 179)	(674 401)
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>8 512 488</b>	<b>8 510 517</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>7 187 086</b>	<b>7 275 726</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>1 325 403</b>	<b>1 234 791</b>

## **FAITS MARQUANTS**

### **Activité générale de la société**

Orthotaxy est une société spécialisée dans les activités de R&D et d'industrialisation des systèmes mécatroniques pour la chirurgie orthopédique.

### **Faits caractéristiques de l'exercice**

Depuis le rachat de la Société par le groupe Johnson & Johnson en février 2018, la Société a poursuivi et intensifié ses efforts de R&D et d'industrialisation des systèmes mécatroniques pour la chirurgie orthopédique.

La FDA a approuvé en janvier 2021 la commercialisation du « Velys Robotic-Assisted Solution » sur le marché américain. La Société a ensuite poursuivi ses activités afin de pouvoir supporter le produit sur le marché américain, mais aussi de mettre le produit sur le marché dans d'autres pays. La Société s'est également lancée dans le développement de nouvelles applications basées sur cette plateforme. Les premiers travaux de recherche sur la conception d'une application dédiée à la pose de prothèse totale de l'épaule et à la pose de prothèse unicompartimentale de genou ont ainsi été initiés.

La Société a continué d'augmenter ses capacités de développement avec l'arrivée de 6 nouveaux collaborateurs. Un collaborateur a quant à lui décidé de quitter la Société.

### **Événements postérieurs à la clôture**

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité. Les activités n'ont pas particulièrement été affectées par la pandémie de COVID-19 en 2021.

Le prototype d'application dédiée à la pose de prothèse unicompartimentale de genou et initié en 2021 a été validé par de nombreux chirurgiens et l'industrialisation de cette application a ainsi débuté en interne.

La Société continue également à développer de nouvelles applications orthopédiques sur la plateforme Velys. Enfin, une nouvelle activité liée au développement d'applications chirurgicales basées sur un casque de réalité augmentée a été initiée.

A la date d'arrêté des états financiers 2021 par le Président de l'entité, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie, ainsi que les sanctions qui visent la Russie, sont des événements postérieurs à la clôture sans impact sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs et passifs au 31 décembre 2021.

# **REGLES ET METHODES COMPTABLES**

## **PRINCIPES GENERAUX**

Les comptes annuels de l'exercice 2021 ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC 2018-07 relatif au plan comptable général, établi par l'autorité des normes comptables le 10 décembre 2018 et homologué par arrêté ministériel du 26 décembre 2018 (JO du 30 décembre 2018).

Ce règlement s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019 et modifie notamment pour les comptes annuels, le point relatif aux jetons émis et détenus.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques à l'exception des immobilisations ayant fait l'objet d'une réévaluation légale.

## **ACTIFS IMMOBILISES**

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires);
- les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- les actifs acquis à titre gratuit ou par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale ;

Les coûts d'entrée d'une immobilisation incorporelle correspondent aux seuls coûts directs attribuables au projet.

Les nouvelles règles d'amortissement et de dépréciation des actifs incorporels et corporels portent sur la notion de durée d'utilisation limitée ou non des actifs immobilisés pour qualifier leur caractère amortissable.

Un actif immobilisé est amortissable lorsque sa durée d'utilisation est limitée.

### **Immobilisations Incorporelles**

Les principales immobilisations incorporelles de l'entreprise sont les suivantes :

- les logiciels, brevets acquis ou créés en interne, marques et licences,
- autres actifs incorporels.

#### Logiciels

Les conditions de comptabilisation à l'actif, destinés à usage interne ou à usage commercial sont inscrits principalement en charges. Les logiciels créés sont évalués au coût de production sur la base des temps passés pour la conception des progiciels correspondants. Les heures produites sont valorisées à partir des salaires augmentés des charges sociales et après application d'un coefficient de charges indirectes. Ils sont amortis linéairement sur la durée de vie probable d'utilisation, généralement comprise entre 3 ans et 5 ans.

Les autres immobilisations incorporelles correspondent principalement à des brevets et des licences.

### **Immobilisations Corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

L'entreprise n'a jamais pratiqué de réévaluation légale (loi du 29 décembre et du 30 décembre 1977), ni de réévaluation libre de ses immobilisations corporelles.

Les frais d'entretien et de réparations sont comptabilisés en charge de l'exercice, sauf ceux engagés pour une augmentation de productivité ou la prolongation de la durée d'utilisation du bien.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire sur la durée d'utilisation prévue du bien. Les durées moyennes d'amortissement retenues pour les principaux types d'immobilisations sont les suivantes :

- |   |               |
|---|---------------|
| • Installations techniques, matériel et outillage :           | de 3 à 5 ans  |
| • Installations générales, agencements, aménagements divers : | de 5 à 10 ans |
| • Matériel informatique, mobilier, matériel de bureau :       | de 3 à 10 ans |
| • Prototypes :  | 2 ans         |

Les prototypes ont été activés dans les années antérieures selon la durée d'amortissement indiquée ci-dessus.

### **Immobilisations Financières**

Les prêts, créances et autres créances immobilisées sont évaluées à leur valeur nominale. Ces éléments, le cas échéant, sont dépréciés par voie de provision pour les ramener à leur valeur recouvrable à la date de clôture de l'exercice.

## **CLIENTS ET AUTRES ACTIFS D'EXPLOITATION**

### **Créances Clients et Comptes Rattachés**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Leur valeur d'inventaire fait l'objet d'une appréciation au cas par cas. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur nominale et/ou lorsque des difficultés de recouvrement sont clairement identifiées. Les dépréciations sont évaluées en tenant compte de l'historique des pertes sur créances, de l'analyse de l'antériorité et d'une estimation détaillée des risques.

### **Disponibilités**

Les liquidités disponibles en banque et en caisse ont été évaluées à leur valeur nominale.

## **OPERATIONS EN DEVICES**

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur à la clôture de l'exercice.

L'écart de conversion qui résulte de l'actualisation des dettes et créances en devises est inscrit en comptes de régularisation, à l'actif s'il s'agit d'une perte latente et au passif s'il s'agit d'un profit latent. Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

## **PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation en application du règlement ANC n° 2014- 03 sur les passifs. En fin d'exercice, cette estimation est faite en fonction des informations connues à la date d'établissement des comptes.

Les principaux types de provisions sont les suivants :

- provision pour engagements de retraite.
- provision pour stock-options

### **Engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite et de prestations définies**

En application du règlement ANC n° 2013-02 relative à la comptabilisation des engagements de retraite, ces engagements en matière d'indemnités de fin de carrière sont évalués par un actuair sur la base des indemnités de retraite prévues par la convention collective en tenant compte de l'espérance de vie, de la probabilité de présence du personnel jusqu'à la date de son départ en retraite, et d'un taux d'actualisation.

Cette provision est calculée suivant la norme FAS 87.

Les hypothèses retenues au 31/12/2021 sont les suivantes :

- taux d'actualisation : 1,00 %
- taux d'augmentation des salaires : 2.5%
- taux d'inflation : 2.0%
- taux de mortalité : tables françaises TH16-18 / TF16-18
- turnover : 6% par an jusqu'à 34 ans / 3% par an de 35 à 44 ans / 1% par an de 45 à 49 ans / 0% après 50 ans
- âge de départ à la retraite : 62 ans
- les départs sont considérés comme étant à l'initiative du salarié, d'où prise en compte de charges sociales sur la totalité de l'indemnité (de 48%).

La provision au 31/12/2021 est de : 293 723 €.

#### Provision pour stock-options

En 2007, le groupe Johnson et Johnson a mis en place un contrat de refacturation des coûts des stock-options dont bénéficient les employés des filiales françaises. La facturation du coût des plans d'option d'achat d'actions est déterminée sur la base de la différence entre le cours de bourse le jour de l'exercice de l'option d'achat et le prix d'exercice de cette option. Par application de la procédure interne J&J "Global stock-option reimbursement plan", seules les options attribuées à partir du 1er janvier 2000 ont été prises en compte.

La charge constatée dans nos comptes au titre des facturations relatives aux options exercées sur l'exercice 2021 s'élève à 0 €.

Au-delà, conformément aux normes françaises, nous avons enregistré une provision pour risques, au titre des options non encore exercées.

Cette provision correspond à la différence entre le prix d'exercice des options non encore exercées et le cours de l'action au 31 décembre 2021, proratisée sur la base de la période de service nécessaire à l'employé pour acquérir l'ensemble des droits attachés à ces options. Elle s'élève à 84 190 € au 31 décembre 2021.

#### **CHIFFRE D'AFFAIRES**

Les revenus provenant des ventes de biens sont comptabilisés lorsque les principaux risques et avantages économiques liés à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur.

#### **CHANGEMENTS COMPTABLES**

Aucun changement n'est intervenu vis à vis de l'exercice précédent.



Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
<b>FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT</b>			
<b>AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	4 610 311		
Terrains			
<b>Dont composants</b>			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	1 243 715		34 253
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	269 661		6 330
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>1 513 376</b>		<b>40 583</b>
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	27 735		
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>27 735</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6 151 422</b>		

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
<b>FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT</b>				
<b>AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES</b>		641	4 609 670	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.		365 986	911 982	
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		9 818	266 173	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>		<b>375 804</b>	<b>1 178 155</b>	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			27 735	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>			<b>27 735</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>376 445</b>	<b>5 815 560</b>	



Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
<b>FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT</b>				
<b>AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	2 727 600	903 701	641	3 630 660
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	871 988	160 336	365 986	666 338
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	175 022	73 169	9 088	239 103
Emballages récupérables, divers				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>1 047 010</b>	<b>233 505</b>	<b>375 074</b>	<b>905 441</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3 774 610</b>	<b>1 137 206</b>	<b>375 715</b>	<b>4 536 101</b>

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL							
AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
<b>CORPOREL.</b>							
<b>Acquis. titre</b>							
<b>TOTAL</b>							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				



Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Prov. Fisc. pour impl. à l'étranger apr. 01/01/1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	224 255	69 468		293 723
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	15 918	68 272		84 190
<b>PROVISIONS RISQUES ET CHARGES</b>	<b>240 173</b>	<b>137 740</b>		<b>377 913</b>
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
<b>DEPRECIATIONS</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>240 173</b>	<b>137 740</b>		<b>377 913</b>
Dotations et reprises d'exploitation		137 740		
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				



ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	27 735		27 735
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	3 302 407	3 302 407	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	2 856 122	641 728	2 214 394
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	208 239	208 239	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	4 103 648	4 103 648	
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance			
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>10 498 151</b>	<b>8 256 022</b>	<b>2 242 129</b>
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	454 306	454 306		
Personnel et comptes rattachés	368 036	368 036		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	283 290	283 290		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée				
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	34 019	34 019		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	512 446	512 447		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 652 097</b>	<b>1 652 097</b>		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				



Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
<b>CHARGES A PAYER</b>			
<b>DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH</b>			
Fournisseurs - Factures non parvenu	2 007	47 500	(45 493)
Provision d'Ariba		153 518	(153 518)
FAR Divers	452 299	288 084	164 215
<b>TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH</b>	<b>454 306</b>	<b>489 102</b>	<b>(34 796)</b>
<b>DETTES FISCALES ET SOCIALES</b>			
Provision primes fin d'année	174 389	154 024	20 365
Provision CP	168 606	158 931	9 675
Provision RTT	25 041	17 158	7 883
Provision charges CP	80 931	76 287	4 644
Provision C.S./ RTT	12 020	8 236	3 784
Provision C.S./ primes fin d'année	80 219	73 932	6 287
Taxe d'Apprentissage	5 789	2 559	3 230
Formations plan	8 023	6 287	1 736
Provision CVAE	448		448
Autres taxes	18 838		18 838
<b>TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES</b>	<b>574 304</b>	<b>497 414</b>	<b>76 890</b>
<b>TOTAL CHARGES A PAYER</b>	<b>1 028 610</b>	<b>986 516</b>	<b>42 094</b>



Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
<b>CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>			
Charges constatés d'avance		3 705	(3 705)
<b>TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>		<b>3 705</b>	<b>(3 705)</b>



Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
<b>PRODUITS A RECEVOIR</b>			
<b>CLIENTS ET COMPTES RATTACHES</b>			
Clients FAE Interco	3 302 407	2 607 300	695 107
<b>TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES</b>	<b>3 302 407</b>	<b>2 607 300</b>	<b>695 107</b>
<b>TOTAL PRODUITS A RECEVOIR</b>	<b>3 302 407</b>	<b>2 607 300</b>	<b>695 107</b>



Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	909 166			0,01
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				



Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		11 333 914
Distributions sur résultats antérieurs		2 800 000
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		8 533 914
Variations en cours d'exercice		
	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		1 325 403
	<b>SOLDE</b>	<b>1 325 403</b>
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		9 859 317



	31/12/2021			31/12/2020		
	Produits	Charges	Résultat	Produits	Charges	Résultat
Produits financiers de participations						
Produits des autres valeurs mobilières et						
Créances de l'actifs immobilisé						
Charges d'intérêts		120	(120)		90	(90)
Résultat sur financement court terme						
Résultat sur opérations de change	2 012	5 649	(3 637)	2 157	2 113	44
Résultat net sur opérations de placement						
Résultat sur autres opérations financières						
<b>RESULTAT FINANCIER HORS</b>	<b>2 012</b>	<b>5 769</b>	<b>(3 757)</b>	<b>2 157</b>	<b>2 203</b>	<b>(46)</b>
<b>DEPRECIATIONS ET PROVISIONS</b>						
Dépréciations des immobilisations financières						
Dépréciations des autres éléments financiers						
Transferts de charges financières						
<b>DEPRECIATIONS FINANCIERES</b>						
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES FINANCIERES</b>						
<b>TOTAL</b>	<b>2 012</b>	<b>5 769</b>	<b>(3 757)</b>	<b>2 157</b>	<b>2 203</b>	<b>(46)</b>



Résultat Exceptionnel	31/12/2021			31/12/2020		
	Produits	Charges	Résultat	Produits	Charges	Résultat
Résultat except. sur opérations de gestion	9	308	(299)	5 616	8	5 608
Résultat sur exercices antérieurs						
Résultat sur cessions d'éléments d'actif		93	(93)			
Résultat sur autre éléments exceptionnels						
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL HORS</b>	<b>9</b>	<b>400</b>	<b>(391)</b>	<b>5 616</b>	<b>8</b>	<b>5 608</b>
<b>DEPRECIATIONS ET PROVISIONS</b>						
Dépréciation exceptionnelles						
Transferts de charges exceptionnelles						
<b>DEPRECIATIONS EXCEPTIONNELLES</b>						
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>						
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>						
<b>EXCEPTIONNELLES</b>						
<b>TOTAL</b>	<b>9</b>	<b>400</b>	<b>(391)</b>	<b>5 616</b>	<b>8</b>	<b>5 608</b>



## **Autres informations**

### **Société consolidante**

La société suivante établit des comptes consolidés dans lesquels les comptes de la société ORTHOTAXY sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale.

Dénomination : Johnson & Johnson Consumer Inc  
Siège sociale : Skillman 08558 – New Jersey – USA

### **Instruments de couverture**

Néant.

### **Tableau des filiales et participations**

Néant

### **Entreprises liées**

La société n'a pas de transaction significative avec ses parties liées conclue à des conditions hors marché.

### **Rémunération des dirigeants**

Cette information n'est pas fournie car il s'agit d'une rémunération individuelle. Aucune avance n'a été consentie aux dirigeants.

### **Recherche et développement**

Les frais de recherche et développement ont été comptabilisés en charge. Ils ont généré un crédit d'impôt de 767 179 € basé sur des dépenses d'un montant de 2 557 262 €.

### **Passif éventuels**

Néant.

### **Engagements hors bilan**

Cautions et avals auprès de BNP Paribas : Néant  
Autres : Néant

## ORTHOTAXY

Société par actions simplifiée au capital de 9 091,66 euros  
Siège social : 2 avenue de Vignate – Bâtiment Grésiclic  
38610 GIERES  
514 611 003 RCS Grenoble  
(la « Société »)

### PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE EN DATE DU 30 JUIN 2022

L'an deux mille vingt-deux, le trente juin

La société **Apsis**, société par actions simplifiée au capital de 33 620 686 Euros, dont le siège social est situé 1 rue Camille Desmoulins 92130 Issy-les-Moulineaux, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 351 634 431, représentée par Christophe Duhayer,

Agissant en qualité d'associée unique de la Société (l'« **Associé Unique** »),

La société Mazars Gourgue, commissaire aux comptes titulaire, représentée par Monsieur Bertrand Cesle (le « **Commissaire aux Comptes** »), régulièrement convoquée, étant absente et excusée,

A pris les décisions suivantes :

- Lecture du rapport de gestion du Président sur les opérations et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ; quitus au Président ;
- Lecture du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels et opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et des rapports qui les concernent,
- Affectation et répartition des résultats de l'exercice ;
- Nomination du mandat du Commissaire aux Comptes.

#### **Première décision : Approbation des comptes – Quitus au Président**

Après avoir entendu le rapport de gestion et le rapport du Commissaire aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2021, l'Associé Unique, sur proposition du Président, décide d'approuver tels qu'ils sont présentés, les comptes de cet exercice se soldant par un bénéfice de 1 325 402 €, et de donner au Président quitus pour l'exercice 2021.

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, il est rappelé que les comptes de l'exercice écoulé tiennent compte d'une somme de 142 089 euros correspondant à des charges non déductibles du résultat fiscal.

#### **Deuxième décision : Répartition du bénéfice et dividendes**

L'Associé Unique, sur proposition du Président, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice 2021, soit 1 325 402 euros, pour une partie au compte « Report à nouveau », lequel passerait de (243 870) euros à la somme de 0 euro. Le reste sera affecté sur les « autres réserves » qui porte la somme à 1 081 532 €.

L'Associé Unique, sur proposition du Président, décide d'approuver les conclusions du rapport spécial du Commissaire aux Comptes concernant les conventions visées par l'article L. 227-10 du Code de commerce.

Conformément à la loi, l'Associé Unique constate qu'il a été distribué, au titre des trois derniers exercices, les dividendes suivants (hors prélèvements sur les primes d'émission).

Exercices	Dividende par Action (euros)	Dividende total (euros)
2020	3,08	2 800 000
2019	0	0
2018	0	0

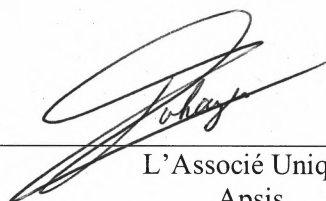
**Troisième décision : nomination du mandat du Commissaire aux Comptes et pouvoirs**

L'Associé Unique constate que le mandat de Mazars, 2B, avenue Pierre de Coubertin Seyssinet Parise (38170), Commissaire aux Comptes titulaire arrive à échéance.

L'Associé Unique décide de nommer, en remplacement de Mazars, PricewaterhouseCoopers Audit, Crystal Park, 63 rue de Villiers Neuilly-sur-Seine Cedex (92208) en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire pour une durée de six années ; il arrivera donc à échéance à l'issue de la décision d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

L'Associé Unique donne tous pouvoirs au Président et/ou au porteur d'un original, de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par l'Associé Unique.



---

L'Associé Unique  
Apsis  
Représentée par Christophe Duhayer